

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 05/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 
IDEAL

65 rue Alexandre Dumas
69120 Vaulx-en-Velin

Références : UD-R-CTESSP-23-94-MP
Code AIOT : 0006114421

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement IDEAL implanté 65 rue Alexandre Dumas 69120 Vaulx-en-Velin. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale d'inspections dédiées aux contrôles des produits chimiques et des rétentions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEAL
- 65 rue Alexandre Dumas 69120 Vaulx-en-Velin
- Code AIOT : 0006114421
- Régime : Autorisation

La société IDEAL a été créée en 1907. Sa première activité a consisté en la fabrication de teintures ménagères et le négoce de produits chimiques. Après un rachat par le groupe AC MARCA, spécialisé dans les marchés de l'hygiène du linge, de la maison et du corps, le site s'est réorganisé. Suite au transfert de plusieurs lignes de production du site espagnol au site français, le site de Vaulx-en-Velin produit maintenant des lingettes désinfectants multi-usage, des détachants textile et des teintures poudre. Le site emploie environ 50 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockage de produits chimiques / substances et préparations dangereuses
- rétentions associées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25- II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Voir demande de l'Inspection

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever quelques non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que l'étiquetage est bien visible sur les contenants et est en français. De plus, les pictogrammes de sécurité sont bien présents sur les étiquettes des produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il détenait l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. L'Inspection a vérifié 3 fiches de données de sécurité ; elles sont disponibles sur le site à tout moment et sont en français. L'exploitant a informé l'Inspection que suite au changement de la réglementation, l'ensemble de ces fournisseurs a modifié ces fiches de données de sécurité. Pour l'ensemble des produits du site, les fiches de données de sécurité datent des années 2021 - 2022. Les informations précisées sur les fiches de données de sécurité sont respectées pour le stockage des produits. Des extincteurs et RIA spécifiques sont disponibles au niveau de la zone de stockage des produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a informé l'Inspection que l'ensemble des produits sont placés sur rétention. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'y avait pas de liquides inflammables présents sur le site et que tous les produits sont compatibles entre eux donc stockés au même endroit, au niveau +1 de l'atelier. Il y a en plus, dans l'atelier une zone de stockage intermédiaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25- II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que les rétentions sont : des bacs en plastique pour les petits contenants et de grands bacs galvanisés pour les stockages plus importants. En complément, le site dispose d'une cuve enterrée de 20m ³ permettant de recueillir les eaux de rinçage des lignes de production et les éventuels déversements accidentels de produits. Le dispositif d'obturation de cette cuve est maintenue en position normale ouverte. Des kits de sécurité et une procédure liée à l'utilisation de ces kits est affichée sur le site en cas d'incident. La procédure pour fermer le dispositif d'obturation de la cuve est simple et affichée sur site et notamment à proximité de la zone où celui-ci doit se fermer. Concernant les rejets industriels, l'exploitant a informé l'Inspection que le site possède une autorisation de rejets de la part de la Métropole de Lyon. Une surveillance trimestriel des eaux industriels est mise en place. Les réseaux d'eaux industrielles et d'eaux pluviales sont dissociées. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il y avait peu de contrôle et test des rétentions. Mais une inspection générale du site, avec les assureurs, a lieu tous les ans. L'exploitant ne tient pas à jour de programme de contrôle des rétentions ni de registre avec les compte-rendus de ces contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale <u>Demande de l'Inspection</u> : L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, de mettre en place un suivi régulier du contrôle de ces rétentions et de répertorier ces contrôles dans un registre. De plus, l'exploitant mettra en place un dispositif d'obturation maintenu en position fermé pour la cuve enterrée. Une procédure liée à une ouverture régulière de ce dispositif pourra être mise en place.
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que tous les produits chimiques stockés sont compatibles les uns avec les autres. Ces produits sont les matières premières qui sont ensuite mélangés entre eux pour obtenir les produits finis (des teintures et des détachants).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté un état des stocks complets pour les produits chimiques présents sur le site : celui-ci comportent les produits finis et les matières premières. L'état des stocks est mis à jour tous les jours avec les unités et les emplacements définis. L'état des stocks est disponible à distance puisqu'il est stocké sur site et sur le site Sotradel à Rillieux qui est le logisticien du site. Il y a une navette journalière qui permet d'apporter les matières premières et de récupérer les produits finis. Il y a peu de stocks de matières premières sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Demande de l'Inspection :</u> L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, d'intégrer dans l'état des stocks les matières combustibles non dangereuses présentes sur le site.

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il y avait des kits de sécurité disponibles sur le site en cas de déversement accidentel de produits. Un document de procédure simple à appréhender, pour l'utilisation de ces kits est disponible à proximité des kits de sécurité. En complément, l'exploitant a informé l'Inspection que le personnel est formé à l'utilisation de ces kits de sécurité. L'exploitant a informé l'Inspection que des extincteurs et RIA spécifiques sont disponibles en fonction des différentes zones (production, stockage). Ces moyens de lutte contre l'incendie sont contrôlés annuellement. Le dernier contrôle date du 25/01/23 et a été fait par la société D3I. Les compte-rendus de cette visite ne présentent pas d'observations particulières. Des formations à l'utilisation de ces moyens de lutte sont dispensées régulièrement au personnel de l'entreprise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet